



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Par cette déclaration, les organisations syndicales de la FSU, de l'UNSA et de la FNEC-FP-FO s'adressent aussi à tous les personnels de l'Éducation Nationale de Haute-Loire. Nos organisations syndicales dénoncent le coup de force contre l'École publique que constitue l'organisation de la rentrée scolaire par un gouvernement et une ministre dont la politique a été désavouée à trois reprises dans les urnes.

Sans majorité depuis le 7 juillet, démissionnaire depuis le 16 juillet, Le gouvernement est maintenu en place par le Président Macron au nom de la « gestion des affaires courantes ». Il s'agit par ce stratagème antidémocratique d'empêcher la hausse immédiate du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires, de commencer l'application de la contre-réforme des retraites, de poursuivre la politique de privatisation des services publics...

Au nom des « affaires courantes », ce sont plus de 1160 décrets, arrêtés et textes réglementaires qui ont été publiés depuis le 7 juillet, c'est l'annonce d'un budget d'austérité, avec près de 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires s'ajoutant aux mesures imposées par décret en début d'année 2024, c'est la poursuite des contre-réformes contre l'Enseignement public et le statut de fonctionnaire d'Etat (PACTE, pilotage par l'évaluation). Comme si de rien n'était, la ministre démissionnaire Belloubet a annoncé dans sa conférence de presse du 27 août une année scolaire sous le signe de la poursuite des réformes.

Eh bien non, pour nous, organisations syndicales, ce n'est pas acceptable !

Pourquoi devrions-nous encore supporter :

- le maintien du « choc des savoirs », contre-réforme rejetée massivement l'an passé par les enseignants et les parents d'élèves ?
- les 650 suppressions de postes du budget de l'Éducation Nationale 2024 adopté par 49-3 et qui ont comme conséquence un manque de moyens à tous les niveaux ?
- les classes les plus surchargées d'Europe ?
- le refus d'intégrer tous les reçus aux concours d'enseignement qui sont sur les listes complémentaires alors que nous manquons cruellement de professeurs ?
- l'absence de personnels pour assurer les remplacements ?
- l'absence de personnels et de structures spécialisées pour les élèves en situation de handicap et en grande difficulté scolaire, l'absence d'une médecine scolaire ?
- le manque de personnels AESH pour répondre aux besoins des élèves

Pourquoi devrions-nous encore subir :

- 25 % de baisse de pouvoir d'achat en 25 ans, nos salaires n'ayant jamais suivi la hausse des prix ?
- des refus de temps partiel, des refus d'allègement de service ?

- une contre-réforme des retraites que la grosse majorité des français refuse ?
- l'absence de statut de fonctionnaire pour les plus de 100 000 AESH (à 99% des femmes) qui travaillent dans les établissements scolaires et qui sont toujours payés en dessous du seuil de pauvreté ?
- l'absence d'une médecine du travail effective ?

Pour nous organisations syndicales, ce gouvernement démissionnaire n'a aucune légitimité à se maintenir pour poursuivre ses contre-réformes ! Il n'est pas acceptable qu'il continue d'agir comme un gouvernement de plein droit.

C'est dans ce contexte que vous avez tout de même décidé de tenir ce CSA SD. Les besoins en termes de postes pour notre département comme au niveau national sont criants. De nombreuses écoles et d'établissement ont subi une fermeture de classe, nous manquons d'AESH, de remplaçants, de postes en structures spécialisées, de personnels administratifs, d'AED, d'établissements spécialisés, d'enseignants.

Alors Monsieur l'Inspecteur d'Académie, comment, dans cette situation inédite et chaotique, pourrez-vous répondre à nos demandes d'ouvertures ou de non fermetures ? Comment avoir un débat et présenter nos revendications alors même que le gouvernement qui a fait savoir sa volonté de démissionner, continue de mettre en œuvre une politique de casse du service public ? Comment une instance peut-elle avoir lieu alors que la ministre a annoncée vouloir quitter son poste ? Les réunions de directeurs ont été annulées dans les circonscriptions, signe de l'attente de consignes d'un nouveau ministre : pourquoi fixer ce CSA dans ces conditions ?

Ainsi, face à la pratique autoritaire du pouvoir du Président Macron qui met dangereusement en cause la démocratie, la FNEC-FP-FO43, l'UNSA43 et la FSU43 ne jouerons pas au plan local la figurante dans ce CSA, cette instance consultative réunie pour la forme, où il n'y a rien à discuter parce que tout est verrouillé par le gouvernement démissionnaire. C'est pourquoi nous ne participerons pas à cette réunion.

Dans ce contexte, nos organisations syndicales soutiennent leurs militants qui iront manifester le samedi 7 septembre pour le respect de la démocratie et pour les revendications.